

Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty international appelle à une justice vaccinale au niveau mondial et au don de deux milliards de vaccins aux pays les plus pauvres d'ici à la fin de l'année.



Le Soudan est le premier pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à recevoir des vaccins par le biais de Covax. © AFP

« Les compagnies pharmaceutiques ont créé une pénurie artificielle de vaccins »

ENTRETIEN
MARINE BUISSON

Les groupes pharmaceutiques qui produisent les vaccins contre le covid alimentent-ils une crise des droits humains ? C'est en tout cas ce qu'avance l'ONG Amnesty international qui dénonce la création d'une pénurie de vaccins « tout à fait prévisible et dévastatrice » en ne donnant pas la priorité aux pays les plus pauvres. Selon l'ONG Human Rights Watch, les pays riches administrent aujourd'hui cent fois plus de doses que les pays pauvres. Plus que la moitié de la population du monde n'a pas encore reçu de première dose. L'ONG appelle entreprises et gouvernements à « changer de cap » pour fournir deux milliards de vaccins aux pays à faibles et moyens revenus d'ici à la fin de l'année.

Dans un rapport publié la semaine passée, Amnesty a passé en revue la politique d'AstraZeneca, Pfizer, BioNTech, Moderna, Johnson & Johnson et Novavax (dont le vaccin n'est pas encore approuvé) en matière de droits humains, fixation des prix, propriété intellectuelle, partage de connaissances et de technologie, allocation de doses et transparence. Et conclu qu'« à divers degrés, les six développeurs de vaccins n'ont pas respecté leurs responsabilités en matière de droits humains ». Toutes les entreprises, à l'exception de Novavax ont répondu à Amnesty en reconnaissant qu'une distribution juste et équitable, particulièrement dans les pays à faibles revenus, est essentielle, mais ont mis en avant leurs efforts. Peu convaincants, selon Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty international et ex-rapporteuse spéciale de l'ONU.

Le dernier rapport d'Amnesty avance que les six laboratoires qui ont élaboré des vaccins ont, à des degrés variables, manqué à leurs responsabilités en matière de droits humains. L'accusation est forte.

Pour évaluer leur responsabilité, nous nous sommes basés sur le droit inter-

national, sur les principes adoptés par les Nations unies, sur les responsabilités des acteurs économiques. Nous estimons donc que les responsabilités de ces acteurs sont liées à leur capacité d'apporter des solutions à des problèmes – en l'occurrence la crise sanitaire. Nous ne faisons pas une analyse de nature générale, mais nous disons qu'au vu du droit international et d'une certaine jurisprudence des droits humains, les responsabilités en matière de droits humains sont en partie liées aux capacités de ces acteurs et à leur contrôle. Dans le cas de ces compagnies pharmaceutiques, il ne fait aucun doute qu'elles ont les capacités de répondre aux problèmes d'accès au vaccin des pays à revenus modérés. Et qu'elles ont aussi un contrôle : elles sont dans une situation de monopole. Dans ce cadre, nous estimons qu'elles ont violé leurs responsabilités. Je mets de côté AstraZeneca qui a fait des efforts en proposant ses doses à prix coûtant. Mais les autres, particulièrement Pfizer/BioNTech et Moderna, ont décidé de vendre leurs vaccins à un prix seulement accessible aux pays les plus riches : Pfizer a vendu moins de 1 % de sa production aux pays aux plus faibles revenus, Moderna 12 %. Et ils n'ont pas travaillé avec Covax qui se charge de redistribuer les doses. D'ici la fin 2022, Pfizer/BioNTech devrait compter 86 milliards de dollars de profit grâce au vaccin Pfizer, 47 milliards pour Moderna. Ces compagnies ont privilégié, de loin, le profit aux dépens de leurs responsabilités en matière de droits humains, du droit à la vie, à la santé. Rappelons qu'à l'heure actuelle moins de 1 % de la population des pays à faibles revenus est entièrement vaccinée. Ces compagnies ont créé une pénurie artificielle de vaccins.

Le rapport stipule que AstraZeneca, BioNTech, Johnson & Johnson, Moderna, Novavax et Pfizer ont refusé de participer aux initiatives visant à accélérer l'approvisionnement mondial en vaccins. Pourtant, fin août, Pfizer et BioNTech annonçaient s'allier avec le laboratoire brésilien Eurofarma pour

produire des vaccins à destination de l'Amérique latine, très durement affectée par la pandémie.

La production, c'est une chose, mais il faut ensuite vendre à un prix accessible aux pays à faible revenus. Ici, ce n'est pas encore clair : la production qui devrait voir le jour l'année prochaine va-t-elle être vendue à prix coûtant avec une grande marge de profit ? Par ailleurs, jusqu'à très récemment, ces compagnies ne se sont pas engagées dans le partage de la connaissance et de la technologie pour produire le vaccin. Ce que nous demandons, ce que l'Organisation mondiale de la santé demande, c'est que la connaissance soit partagée et que les brevets soient partagés pour que d'autres compagnies puissent produire. Mais le partage de la connaissance, l'accès aux brevets ne vont pas porter leurs fruits immédiatement. Il faut donc que les pays riches qui bénéficient de doses supplémentaires en remettent à Covax ou en achètent pour Covax.

Le 22 septembre, les Etats-Unis ont annoncé faire don de 500 millions de doses supplémentaires de Pfizer aux pays à revenu faible ou moyennement faible.

L'initiative américaine est à saluer, c'est très important que la communauté internationale sorte de ce nationalisme vaccinal. Les pays occidentaux, la Chine, le Japon se protègent et créent une espèce de mur autour de nous par l'intermédiaire de ce vaccin. Il est très important de casser cette dynamique et dans ce sens, il faut saluer ce que fait Joe Biden. Mais nous ne sommes pas assez rapides : il faut agir dans les trois prochains mois ; la multiplication des dons, le soutien à Covax doivent être faits dans les semaines à venir si on veut voir un processus de transition dans les pays à faibles revenus.

Une manière de se montrer solidaire, et je sais que c'est un sujet sensible, serait de ne pas privilégier l'injection d'une troisième dose. La valeur scientifique de cette troisième dose ne fait l'unanimité, même auprès de l'OMS. Qu'elle soit attribuée à des personnes vulnérables, oui. Mais bombarder les populations des pays riches avec des doses de vaccins alors que 60 % de la population mondiale n'a pas accès au vaccin, ce n'est pas une solution sur le long terme. L'OMS et les scientifiques le disent : les mutations dans les pays non vaccinés en particulier vont continuer d'avoir lieu. Cette troisième dose chez nous, c'est une solution « court-termiste » qui, même du point de vue de notre intérêt national, n'a pas de sens. Il faut privilégier la justice vaccinale.



Nous n'avons plus l'excuse d'être dans l'ignorance et de ne pas avoir de solution ni de mécanisme. On a une solution : un vaccin ; on a un mécanisme de redistribution : Covax. On a six mois d'expérience derrière nous



Au moment de votre nomination en avril dernier, vous disiez que le monde avait été testé en 2020 avec la crise du covid et que nos dirigeants avaient raté le test. Six mois plus tard, vous tirez le même constat ?

Plus que jamais. Et c'est ce qui m'indigne et qui m'effraie. En 2020, on pouvait encore dire « ce virus est nouveau, on n'a pas de connaissance, Trump adopte des politiques dangereuses, le dirigeant chinois muselle l'enquête sur les origines ». On tâtaït, on cherchait des solutions, il n'y avait pas de remède. Tout ce qu'on savait en 2020, c'est qu'il fallait qu'on réfléchisse ensemble.

En 2021, il faut toujours travailler ensemble mais on a le remède. Nous n'avons plus l'excuse d'être dans l'ignorance et de ne pas avoir de solution ni de mécanisme. On a une solution : un vaccin ; on a un mécanisme de redistribution : Covax. On a six mois d'expérience derrière nous. Il n'y a aucune excuse. Nous avons privilégié le profit des entreprises pharmaceutiques. Dans mon domaine, qui est celui des droits humains et de la violation de ces droits, c'est très, très rare d'avoir une solution concrète, pratique et faisable. On a des crises en Birmanie, en Afghanistan où l'on ne peut se contenter que de solutions de demi-ton. Dans le cas du covid où des millions de personnes peuvent mourir : on a la solution. Il n'y a aucune excuse de ne pas la mettre en œuvre. C'est si rare dans notre histoire d'avoir une solution tangible et réalisable. Il nous faut une justice vaccinale au niveau mondial.